

Le Premier ministre s'adresse aux délégués lors du Congrès annuel 2004

Voici un extrait tiré d'une allocution du très honorable Paul Martin, prononcée lors du Congrès annuel 2004 du BCEI, à Ottawa, le 16 novembre dernier.

... Comme l'a indiqué M. Fox, j'étais en Haïti voilà deux jours. Or, après quelques rencontres avec des représentants du gouvernement haïtien, on m'a emmené visiter un orphelinat qui accueille des enfants dont les parents sont morts, ont été tués ou sont autrement disparus. On leur y procure un lit où dormir et un peu de nourriture. L'établissement compte à peu près 150 enfants et est dirigé par des prêtres catholiques. J'ai demandé à ceux-ci ce qu'il en était de l'école et ils m'ont répondu qu'un professeur venait leur enseigner sur une base quotidienne. Je leur ai ensuite demandé : « S'ils n'étaient pas ici, qu'advien-drait-il d'eux? » L'un des prêtres m'a regardé et répondu : « S'ils n'étaient pas ici, ils n'auraient pas d'école du tout! »

Durant ce bref séjour en Haïti, mon temps a été occupé en grande partie à discuter avec les représentants du gouvernement haïtien de questions de sécurité et de moyens à prendre pour ramener la stabilité dans un pays aussi ravagé. Puis, vous vous dites : « Quelle chance un pays peut-il avoir s'il n'est pas capable d'instruire ses jeunes? » Et à vous, je dis que c'est là le

suite à la page 2

Prime Minister addresses Conference 2004

The following is an excerpt from remarks by the Right Honourable Paul Martin to CBIE Annual Conference 2004 in Ottawa on Tuesday, November 16.



Photo: Brigitte Bouvier

Prime Minister Paul Martin with CBIE President Jim Fox and Chair of the Board, Dr. Robert Turner.

Le premier ministre Paul Martin accompagné de M. Jim Fox, président-directeur général du BCEI, et de M. Robert Turner, Ph. D., président du conseil du BCEI.

... As Mr. Fox said, two days ago, I was in Haiti. After a number of meetings with government officials, I was taken to not quite an orphanage, but the closest thing to it: a place where children whose parents had died, or had been killed, or were simply missing; where they were able to have a bed to sleep in, and some food. There were about 150 children within this institution, run by Catholic priests. I asked them about schooling and was told that they would bring in a teacher who was able to teach them on a daily basis. And I said, "Well, if they weren't here, what would they do?" And

he looked at me and he said, "Well, they wouldn't get any schooling."

My brief period of time in Haiti was spent dealing with government officials on security, and how you bring stability to a country that has been so damaged. And you ask yourself: what kind of a chance does a country have if it's not able to school its young. And that's what you're all about. One of the things that I am most proud of, and nonetheless one of the greatest pieces of unfinished business, in my opinion, was an initiative

continued on page 2



IN THIS ISSUE / DANS CE NUMÉRO

PAGE 4 WOMEN'S RIGHTS IN AFGHANISTAN

PAGE 7 REPENSER L'AIDE INTERNATIONALE À HAÏTI

PAGE 12 LA TECHNOLOGIE, L'ÉDUCATION ET LE DÉVELOPPEMENT / THE ROLE OF TECHNOLOGY AND EDUCATION IN A DEVELOPMENT CONTEXT



Le Premier ministre s'adresse ...

cœur même de votre action. L'une des choses dont je suis le plus fier, et néanmoins l'une des plus grandes œuvres inachevées, selon moi, c'est l'initiative entreprise par l'actuel chancelier de l'Échiquier, Gordon Brown, du Royaume-Uni et moi-même sous l'égide de la Banque mondiale, selon laquelle nous nous sommes réunis avec OXFAM et d'autres ONG pour pondre ce qui est essentiellement devenu la résolution de Dakar. Celle-ci, comme vous le savez, prévoient que tous les jeunes Africains, et particulièrement les jeunes Africaines, reçoivent une éducation primaire universelle d'ici 2015. Or, tout comme moi, vous savez très bien que cela ne se produira pas. Nous avons remué ciel et terre auprès de la Banque mondiale et du FMI, et aussi du Fonds Africain, pour veiller à ce que cela arrive, mais cela n'arrivera pas. Et cela signifie qu'une génération toute entière de jeunes Africains ne sera pas en mesure d'accomplir son plein potentiel.

J'étais au Botswana, il y a peu de temps — un pays très bien dirigé — et l'enjeu fondamental sur lequel ils ont insisté auprès de moi, c'est que quelque 40 p. 100 de leurs enseignants ou bien sont morts ou bien se meurent du SIDA. Encore une fois, on en vient à se demander quel genre de monde nous proposons aux jeunes Botswanais... Les politiciens comme moi prononcent des discours; et les gens comme vous, par leurs gestes, font la différence.

(...) Je ne crois pas que nous puissions parler de notre humanité commune lorsque nous permettons qu'une telle déchéance humaine atteigne les plus jeunes et les plus vulnérables.

C'est pourquoi, M. Fox, lorsque vous me dites qu'en matière de politique étrangère canadienne, nous devrions faire de l'éducation internationale et de l'éducation de ceux et celles qui en ont le plus besoin une partie intégrale de notre vision du monde, j'en conviens avec vous. Et je conviens en outre que nulle personne se considérant d'une nature compréhensive et universelle — nulle personne qui se regarde dans le miroir le matin et se dit je suis un être humain décent — ne peut ignorer le fait que la différence fondamentale entre notre civilisation et celles qui nous ont précédés, c'est qu'avec celle-ci nous avons pu exploiter l'immense masse du savoir humain acquis à travers les âges. Pourtant, nous permettons un monde dans lequel la majorité des gens ne peuvent en profiter; j'y vois là quelque chose de fondamentalement mauvais.

J'ai été invité parmi vous aujourd'hui pour recevoir cette citation, alors que vous savez bien que cette citation, je ne la mérite pas. Aucun leader politique, aucun premier ministre ni président ne peut

Prime Minister addresses ...



Prime Minister Martin meets Ottawa-Carleton District School Board students Dongni Liang (left) and Shagufta Shaikh.

that was taken by the current Chancellor of the Exchequer Gordon Brown of the United Kingdom and myself as part of the World Bank, in which we got together with OXFAM and a number of other NGOs to essentially give life to the Dakar Resolution, which, as a number of you know, is a resolution that says that all African children, especially young women, must receive primary education on a universal basis by the year 2015. Well, you know as well as I do, that that's not going to happen. We moved heaven and earth with the World Bank and the IMF, and with the

African Fund, to ensure that it would happen, but it's not going to happen. And what that means is that there is an entire generation of young Africans who are not going to be able to realize their potential.

I was in Botswana not long ago — a country which is being very well run — and the fundamental issue that they put to me was that something like 40% of their teachers were either dead or dying of AIDS. And again, you've got to ask yourself what kind of a world are we pitching to young Botswanans. Politicians like myself make speeches. And people like you do something about it.

[...] I don't think it's possible for us to talk about our common humanity, when in fact we allow this kind of human degradation to occur, but most importantly, to allow it to occur to the youngest and most vulnerable.

And so Mr. Fox, you say to me that, in terms of Canadian foreign policy, we should make international education and the education of those who will go most without an essential part of our vision in the world. And I agree with you. And I agree that no person who considers themselves understanding and universal; no person who looks in the mirror in the morning and says that I am in fact a decent person, can ignore the fact that the basic differences between our civilizations and those which came before, is that we have been allowed to fully exploit the huge mass of human knowledge that has come down through time, and yet that we would allow a world in which the majority of the world's people are not able to take advantage of that, there's something fundamentally wrong.

I'm here today to receive this citation from you, when you know that this citation is not deserved. No political leader,



se tenir devant un groupe d'éducateurs aussi engagés que vous en faveur de l'éducation internationale à tous les plans et affirmer qu'il ou elle mérite cette citation alors qu'en fait, ils ne sont qu'une poignée de leaders présidant aux destinées d'un monde qui tolère l'existence d'une telle inéquité. J'espère qu'à l'aboutissement de ma carrière politique, dans 40 ans peut-être... l'un de mes fils pourra venir ici et y entendre non seulement un discours mais aussi quelqu'un dire : « Vous savez, il avait compris; et il a agi. » Vous comprenez; et vous agissez!

Le très honorable Paul Martin est venu recevoir une citation du BCEI en raison de son leadership dévoué en matière de développement international et de sa vision à l'effet d'engager les jeunes Canadiens et Canadiennes dans le monde.

no prime minister, or president, can stand up in front of a group of educators such as yourselves, who are fully engaged in international education at all levels, and say that they deserve this citation, when in fact, they are of a handful of leaders presiding over a world that allows such unfairness to exist. I hope that by the time that my career in office comes to an end... perhaps some 40 years from now, one of my sons will be able to come here and not only hear a speech, but have somebody say, "You know he understood, and he did something about it." You understand, and you are doing something about it.

The Right Honorable Paul Martin received a citation from CBIE for his dedicated leadership to international development and vision for engaging Canadian youth in the world.

Record-breaking Conference

CBIE's Annual Conference 2004 was a memorable event. For the first time, we were honored to have the participation of the Prime Minister of Canada, the Right Honorable Paul Martin, who received a citation from CBIE for his dedicated leadership to international development and vision for engaging Canadian youth in the world.

With a record-breaking 310 participants, conference delegates were inspired by the moving record of women's struggles in Afghanistan in an account by Dr. Sima Samar, Chairperson of the Afghan Independent Human Rights Commission. Other keynote speakers included Sir John Daniel, President and CEO of The Commonwealth of Learning who spoke on the role of technology and education in development and CIDA President Paul Thibault who updated delegates on CIDA priorities.

The conference theme of "International Development: A Whole New World" was addressed in a number of workshops and plenaries, including "Rethinking International Aid in Haiti". In addition more than 20 workshops delivered by many dedicated CBIE members offered practical professional development for the novice international educator through to the most seasoned professional on a range of topics from "Preparing international students to work" to "Engaging Faculty in Internationalization". A special thanks to the organizers of four pre-conference workshops: Allison Dunnet, University of British Columbia; Kate Jennings, Queen's University; Lorna Unger, Carleton University; and Michelle Szabo Suderman, University of British Columbia.

Awards were made to the many inspiring and committed individuals across Canada who devote boundless energy and enthusiasm to international education initiatives. (See page 11.)

Un congrès qui fracasse tous les records

Le Congrès annuel 2004 du BCEI aura été un événement mémorable. Nous avons pour la première fois été honorés de la présence du premier ministre du Canada, le très honorable Paul Martin, venu recevoir une citation du BCEI en raison de son leadership dévoué en matière de développement international et de sa vision à l'effet d'engager les jeunes Canadiens et Canadiennes dans le monde.

Leur nombre s'établissant à 310, un nouveau record, les délégués au congrès ont pu s'inspirer de l'émouvant témoignage de la Dre Sima Samar, présidente de la Commission afghane indépendante des droits de la personne, venue présenter le bilan de la lutte des femmes en Afghanistan. Parmi les nombreux autres conférenciers invités, notons la présence de Sir John Daniel, président et chef de la direction du Commonwealth of Learning, qui a abordé le rôle de la technologie et de l'éducation dans le développement, de même que celle du président de l'ACDI, M. Paul Thibault, venu nous informer des plus actuelles priorités de son organisme.

Le thème du congrès, « Développement : un tout nouveau monde », a été abordé dans de nombreux ateliers et maintes plénières, y compris celle intitulée « Repenser l'aide internationale en Haïti ». En outre, une vingtaine d'ateliers animés par des membres du BCEI ont offert du perfectionnement professionnel pratique aux éducateurs internationaux allant du novice au plus chevronné, abordant une série de sujets tels « Préparer les étudiants étrangers pour le travail » et « Mettre à contribution le corps professoral en internationalisation ». Des remerciements tous spéciaux sont exprimés aux organisatrices des quatre ateliers pré-congrès : Allison Dunnet, de la University of British Columbia, Kate Jennings, de la Queen's University, Lorna Unger, de l'Université Carleton, et Michelle Szabo Suderman, de la University of British Columbia.

Des prix ont été remis à de nombreux individus pleinement engagés et sources d'inspiration d'un bout à l'autre du Canada, ayant consacré sans compter leur énergie et leur enthousiasme à des initiatives d'éducation internationale. (Voir page 11.)



Women's Rights in Afghanistan

By Dr. Sima Samar, Chairperson, Afghan Independent Human Rights Commission

Photo: Holly Loranger



Photo: Holly Loranger



The Hon. Flora MacDonald (left) introduced Dr. Samar (right). They have met on several occasions in Canada and in Afghanistan.

The following is an excerpt from Dr. Samar's presentation at the CBIE Annual Conference 2004.

No environment has been more hostile to women's rights than Afghanistan. Afghanistan has always been a patriarchal society, but almost three decades of war destroyed the progress that women had begun to make in the '60s and '70s. Fundamentalism was built and supported by outside countries as the strategy to fight the Soviet invasion and communism. This strategy had horrible consequences for women, with the claim of upholding Afghan culture and observing Islamic values. Men victimized women more and with even greater impunity. And during the civil war that followed the Soviet withdrawal, violence against women increased to an unprecedented level.

Although none of the warring sides respected the human rights of women, the actions of the Taliban were the most extreme. When the Taliban took over, from 1996 some people said that they brought peace and security to Afghanistan. But, what kind of peace and security was it for women when they could not leave their homes, they were beaten in the street, and they were not allowed to work? What kind of security was it when giving a girl a pencil and a notebook was considered a crime? Today the world condemns the Taliban, but the international community looked the other way due to the security which was brought by the Taliban at that time.

We cannot forget that the Taliban were removed from power in retaliation for the 9/11 terrorist attack on the U.S. and not to restore women's rights and human rights. For years, we warned the international community that the Taliban, Al Qaeda, and

terrorism posed a threat to humanity, but because the first victims were women, the world paid little attention, claiming respect for the Afghan culture.

In Afghanistan, the women's rights situation now is somewhat better than it has been in the past two decades of war. Women are now able to work and go outside of their homes, and girls can attend school. But the exercise of women's rights and human rights, reconstruction, sustainable peace, and democracy are in great danger. The changes which we expected and which are necessary have not gone beyond the surface.

Opponents of women's rights remain a strong force in our country. Afghanistan is a country where the gun still rules and violations of women's rights continue with impunity. We still see local authorities imposing restrictions on women. The central government had no power to change the situation, but we do hope that the government will change it in the future.

Factional fighting has not ended, and the Taliban have not been defeated. Women face rape and displacement in the warfare. In one district, women fled the fighting with their children and ran to the river to escape being raped by military commanders and private militias. These women drowned in the river, choosing to die in this way rather than to be brutalized by the men.

The media shows thousands of girls going to school, but they do not show what the quality of education is. They also do not show the girls who stay at home because there are no schools for them to attend. And, the media and the politicians certainly



do not show the more than 30 girls' schools that have been set on fire or bombed by fundamentalists.

Tactics of intimidation are used to stop people and especially women from exercising their human rights. Intimidation tactics have been directed at women who participated in the Emergency Loya Jirga of June 2002 and the Constitutional Loya Jirga this past December. At both Loya Jirgas, women were taunted and threatened with death for advocating for justice and human rights. Women are threatened and harassed daily about not wearing the clothes which some of the men like, about walking alone, and about working.

Women have the right to vote in Afghanistan, but women faced problems during the election. Access to polling stations was very limited, and some women had to walk for hours in order to reach the polling station, leaving a male relative to vote for them.

Women, like men, are imprisoned in horrible conditions, and often illegally. Prisoners suffer from lack of space, lack of sunlight, and overcrowding. Prisoners are routinely denied medical care or only treated within the prison. Female prisoners have had to give birth in detention centres, where they have to look after themselves without any facilities. The majority of women detained are in prison for breaches of the social code, such as leaving their husbands who have beaten them or simply being without a male relative, rather than for any real criminal activity. The Human Rights Commission with the Ministry of justice installed complaint boxes in Kabul male and female prisons. Of the 35 female prisoners, 28 submitted complaints. Our legal system and courts are markets, where "justice" can be bought by the rich while the poor suffer in silence.

Trafficking of women and children continues. The kidnapping of children for labor, sexual exploitation, and other cruel and illegal practices happens throughout the country.

In the face of forced marriages and hopelessness about their lives, many young women are committing suicide by self-immolation or by jumping into the river.

Without security and without the rule of law, women have no protections. They have no opportunities. They have no rights.

Women's rights will not be real unless there is enough security and law enforcement in the country. Lack of security — both physical and economic — is one of the reasons that make women more vulnerable than any other sector of the society during the transition from armed conflict to peace and stability. At the same time, real security is not possible unless women's

rights are respected and promoted so they become a reality.

It is clear that terrorism is an enemy of everyone particularly of women. But the counter-terrorism campaign as it is being implemented also presents dangers to women's rights, as seen by the increased fundamentalist attacks in Afghanistan against Afghan civilians and international staff.

It is clear that in any conflict zone in the world, women and children are the primary victims of war, and these two parts of the society suffer more than the men in the society.

We, as national human rights institutions, cannot allow human rights and women's rights to be sacrificed in Afghanistan or anywhere in the world in the name of anti-terrorism. What happens in Iraq, Palestine or other places affects us in Afghanistan. As we now know, what happens in Afghanistan affects the world. Only through international solidarity on behalf of human rights and women's rights can we achieve respect for human rights and dignity, peace, equality, justice, and a non-violent world.

The job in Afghanistan is not done. We hope that the international community will not abandon Afghanistan again.

About the Afghan Independent Human Rights Commission

The Afghan Independent Human Rights Commission is now entering its third year. This is the first Human Rights Commission in the country's history. The Commission was established in June 2002 as one of the requirements of the Bonn Agreement, which set in place the interim and transitional government for Afghanistan after the fall of the Taliban. Initially established for two years in January 2004, supporters won inclusion of the Commission in the new Afghan constitution. It will now be a permanent institution to protect and promote women's rights and human rights in the country.



IMAGES DE LA 2004 CONFERENCE AT A GLANCE!



1.



2.



4.



3.



6.



5.

1. Le très honorable Paul Martin, premier ministre du Canada/The Right Honorable Paul Martin, Prime Minister of Canada

2. A group of international students welcomed Prime Minister Martin

3. Keith Hotchkiss, Saint Mary's University, receives his award for Exemplary Service to CBIE from Conference Chair Kathy Higgins, who served as MC at the banquet along with Fred Francis.

4. Ginette Lazure, Monique Généreux, Myriam Leblanc et Brigitte Martin de l'Université Laval, récipiendaires du Prix d'excellence de programme en éducation internationale — Stage international et interculturel

5. Winners of the Student Leadership in Internationalization Award: Kathryn McKenzie, Red Deer College and Chad Mollenken, University of Calgary

6. Glynn Hunter, University of Calgary, receives the Internationalization Leadership Award.



Repenser l'aide internationale à Haïti

Un extrait d'une présentation lors du congrès annuel du BCEI par M. Jean-J. Moisset, Professeur titulaire, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval

L'aide internationale à Haïti est justifiée

Il n'est pas inutile, même s'il ne sera pas nécessaire de nous étendre trop longtemps là-dessus, de souligner pour commencer que le principe de l'aide internationale à Haïti est tout à fait fondé.

Avec une population de 8,5 millions d'habitants sur un territoire d'à peine 28 000 km², soit 296 habitants par km², Haïti est l'un des pays les plus pauvres de l'hémisphère et du monde, selon l'ensemble des critères des Nations Unies. Avec moins de 500\$ US de revenu annuel per capita, une espérance de vie d'environ 50 ans à la naissance, un taux de mortalité de 123 pour mille pour les enfants de moins de 5 ans, un taux d'analphabétisme des adultes avoisinant 50% et un taux de scolarisation des 6-11 ans de 67% environ, un taux de sous-emploi de l'ordre de 60%, il n'est pas surprenant qu'Haïti soit classé au 150^e rang sur 175 pays du monde (2001) sur la base de l'indicateur du développement humain (IDH).

Il y a lieu de faire ressortir en deuxième lieu que Haïti est l'un des pays les plus inégalitaires au monde. La majorité de la population vit sous le seuil de la pauvreté mais les élites dirigeantes dans le même temps ont un train de vie que pourraient envier bien des gens de pays riches, 5 à 10% de la population s'appropriant près de 50% de la richesse nationale.

Ces paramètres décrivent bien les énormes problèmes socio-économiques auxquels fait face le pays et dont les conséquences ne se circonscrivent pas aux seules frontières d'Haïti. Ainsi, au-delà des conditions infra-humaines dans lesquelles survit la très grande majorité des gens, il y a eu et continue à y avoir, un exode massif vers l'extérieur, et en particulier vers l'Amérique du Nord et les autres pays de la Caraïbe, d'une proportion importante de la population dont une partie significative des ressources humaines qualifiées du pays. À ce dernier égard, certains auteurs vont même jusqu'à voir dans « l'impact de l'assistance internationale à Haïti une aide à la migration » (Dewind et Kinley III, 1988).

Tous les problèmes évoqués ici, doit-on le reconnaître, ne se prêtent pas à des solutions simples et encore moins rapides. Ajoutés à une certaine importance géostratégique que le pays peut s'attribuer, ils constituent, en tout cas, autant de raisons qui plaident en faveur d'une aide internationale à Haïti. Mais quelle aide?

Une aide internationale inefficace

Quoiqu'il en soit, une double observation doit être faite à propos de l'aide internationale à Haïti: d'une part, en termes quantitatifs, elle reste toujours bien inférieure aux promesses publiquement annoncées; d'autre part, les résultats de cette aide dont une bonne partie n'est pas dépensée à l'intérieur du

pays sont très en-deça des attentes et des besoins connus et exprimés. À cela, il y a de nombreuses raisons dont nous évoquerons brièvement quelques-unes ici.

Tout d'abord, il y a celles qui sont liées à l'état du pays lui-même: faiblesse de l'État et des institutions publiques, corruption des gouvernements, insuffisance de ressources humaines qualifiées, manque de professionnalisme des cadres et des autres catégories du personnel. Il faut de plus tenir compte de l'instabilité et des troubles socio-politiques qui secouent le pays de manière répétitive et qui sont loin de favoriser la réalisation de n'importe quel projet. Par ailleurs, les pays donateurs et les organismes multilatéraux eux-mêmes le reconnaissent. Nous ne pouvons que souscrire à leur analyse où ils vont jusqu'à assumer une part de responsabilité dans cet échec relatif de l'aide. Ainsi, est-il souligné dans le rapport *Cadre de coopération intérimaire* (C.C.I.) de la Conférence de Washington (2004, p.5) que cet échec est dû entre autres :

« à un manque d'articulation, de cohérence et de vision stratégique des interventions des bailleurs; ... à la mise en place de structures de projets parallèles affaiblissant l'État, sans pour autant lui donner les moyens de coordonner l'aide externe et de développer des capacités d'absorption et d'exécution nationales ».

À cela, il faudrait ajouter, associés à la crise politique et aux blocages quasi permanents en Haïti, le manque de continuité dans l'action de la communauté internationale et la difficulté d'arrimage entre interventions d'urgence de caractère humanitaire et projets/programmes de développement à moyen et long termes. Convergence il y a quant à ce diagnostic et à la nécessité de s'y prendre autrement pour une aide internationale plus efficace. En dépit des aléas et des vicissitudes de la conjoncture, le Plan national d'éducation et de formation (PNEF) semble offrir quelques éléments intéressants dans cette perspective. C'est ce que nous mettrons en relief maintenant.

L'exemple du Plan national d'éducation et de formation

Nous l'avons évoquée précédemment, la situation dans le secteur de l'éducation, à l'image de tout le reste, est préoccupante pour ne pas dire critique. Le taux élevé d'analphabétisme des adultes, le taux plutôt faible de scolarisation des enfants de 6 à 11 ans, les taux élevés d'échec, de redoublement et d'abandon scolaires à tous les niveaux du système éducatif, le nombre particulièrement élevé de surâgés aux niveaux d'enseignement primaire, fondamental et secondaire, sont autant d'indicateurs qui ne laissent pas de doute sur la gravité de l'état de l'éducation dont tout le monde reconnaît l'importance et la priorité dans la perspective du développement à long terme du

... suite à la page 11



A View from Sierra Leone

The following is an excerpt from a presentation by Andrew Benson Greene, International Programs Director, iEarn Sierra Leone and Sauvé Scholar, McGill University, at CBIE's conference 2004.

The civil war in Sierra Leone caused tremendous damage to the economic and social infrastructure, and inflicted extensive suffering on the population. More than 2 million people, nearly half of the population, were displaced. A modest recovery following the restoration of the democratically elected government in March 1998 was sharply reversed by the rebel invasion of Freetown in January 1999. Education stopped, economic activities shrank, contributing to a collapse in the fiscal revenue base and to significant increases in the budget deficit, bank financing, and external payments arrears. Inflation surged, and the exchange rate depreciated sharply.

Clearly, several important issues were at stake in Sierra Leone which precipitated a diverse range of international development interest from humanitarian interest in preventing a recurrence of the lawlessness and brutal violence, to education, and fostering an environment in which the government of Sierra Leone can control its own territory, protect its citizens, manage the country's resources, hold free and fair elections, and make important strides toward economic development.

During the emergency situation of the war, and the rapidly deteriorating security environment, 'normal' development work was rendered impossible. Organizations that were in development work, be it in education or relief, were forced to suspend such activities altogether, or adapt their work, to meet emergency needs, even though such agencies had little experience of emergency response and were constrained by program and budgetary requirements. [...]

Additionally, international donors were often not well informed about field conditions, and so were tempted to impose unrealistic restrictions and inappropriate mandates on NGOs with whom they contract. In times of emergency in Sierra Leone, there was less time for planning to avoid the negative consequences such



Photo: Holly Lorange

There should be a collective attempt to privilege and empower youth as responsible citizens in the nation-state.

as relief falling into the hands of rebels and combatants instead of reaching the civilian victims. The positive nature of the humanitarian assistance however outweighs the negative outcomes.

The internal security situation within Sierra Leone now remains very calm and peaceful. However the underlying economic and social problems of the rising cost of living, high unemployment and high levels of poverty and illiteracy remain key challenges in the recovery process and the educational growth of young people. Despite the proliferation of NGO's in the relief and humanitarian efforts, youth still remain in desperate need of assistance.

The strategy now is that donors and government put premium upon post-conflict assistance policy based upon the need to rebuild Sierra Leone's administrative and institutional capacity, which was disrupted by the civil war. This includes humanitarian assistance, capacity building, and reestablishing adequate security to pave the way for a more comprehensive program of reforms. Sierra Leone's youth from the marginal to the mainstream are largely impoverished and disenfranchised, with few opportunities for education, employment, or a voice in society. This situation was a major factor in Sierra Leone's long haul to violence. There should be a collective attempt to privilege and empower youth as responsible citizens in the nation-state. The interest of

developing youth is broad in its scope, but will focus primarily on the educational aspect.

Indeed the challenges for international donors is to design, strategize, and create a framework to help support education that I believe will right the mistakes of the past, and will empower youth to know their explicit rights and responsibilities, with a clear vision of preparing them to shoulder the national burden. This is why a premium must be put on quality education. ...



La technologie, l'éducation et le développement

The role of technology and education in a development context

By Sir John Daniel, CEO and President, The Commonwealth of Learning (COL)
Sir John's presentation closed CBIE's annual conference 2004.

What do I mean by development? Let me keep it simple. Nobel laureate Amartya Sen defines development simply as the enhancement of freedom. A nation develops by the enhancement of the freedoms that its people enjoy. He makes the further point that freedom is not only the aim of development, but also the means by which it is reached. That is because people, acting as free agents, are the most effective drivers of development.

What freedoms are we talking about? World leaders, meeting at the United Nations in 2000, set eight Millennium Development Goals that aim to transform the condition of humankind in the 21st century. These goals are now guiding the policies of governments and the priorities of development agencies.

Or, pour atteindre chacun de ces buts pour le développement, qu'il s'agit de la pauvreté, la santé ou l'environnement, il faut que des centaines de millions d'êtres humains apprennent des choses nouvelles. Les méthodes traditionnelles d'éducation et de formation ne sont pas à la hauteur de la tâche, compte tenu de sa taille et de son étendue. Dans presque tous les autres domaines de la vie humaine la technologie a déjà créé des révolutions. Le défi est de mettre à profit la technologie pour permettre à nos concitoyens et nos concitoyennes d'obtenir les connaissances et les habiletés qui peuvent les mener vers une vie meilleure.

En éducation la technologie, et plus particulièrement la technologie de la formation à distance, a deux vertus majeures : d'abord elle peut atteindre les populations marginalisées; ensuite elle permet d'œuvrer grande échelle avec une qualité consistante.

The Millennium Development Goals

To identify some of these learning challenges I shall take the Millennium Development Goals and indicate with examples where massive learning is most urgently needed and how it might be achieved. In so doing I am describing the challenging agenda that the Commonwealth of Learning and others are trying to help the world address.

Poverty and Hunger/La pauvreté et la faim

Le premier but millénaire est d'éliminer la pauvreté abjecte et la faim, plus précisément de réduire par cinquante pour cent la proportion des gens qui vivent avec moins d'un dollar par jour et ceux qui souffrent de la faim. Quels sont les obstacles majeurs qu'il faut surmonter pour réaliser cet objectif? A COL nous croyons que pour combattre la faim et créer un environnement viable et vivable il faut fournir le pouvoir du savoir à des millions



de fermiers dans les pays pauvres et, de façon plus générale, permettre aux populations rurales d'exercer d'avantage d'autonomie dans leurs vies.

There is a real divide here. Many organizations conduct research on agriculture and try to share the results. The most difficult bridge to cross is the last mile to the individual farmer. This is not just a matter of packaging information in an attractive way, such as through a radio soap opera, and pushing it at the farmers. Communication operates in two directions and the first step is to help farmers and smallholders define their own needs. Step two is to enable

agricultural extension workers, through dialogue, to match these needs to real possibilities. Technology can help to scale up this process.

In this way the Commonwealth of Learning is working with the Consortium Group on International Agricultural Research to find new ways of deploying ICT for sharing the valuable information and knowledge within the group. Two weeks ago I was in the Indian state of Tamil Nadu where we are launching a program called lifelong learning for farmers, which has been designed after learning the lessons of previous attempts to use ICTs in the villages of the developing world. We believe that by mobilizing the farmers, getting the banks involved, and using ICTs to provide locally relevant knowledge — by locally I mean a radius of 15 kilometres — we can make a real difference.

I am not pretending that education is the sole answer to the dire problems of agriculture in the developing world. What we need most of all are changes in the outrageously discriminatory terms of trade in agriculture and the removal of the subsidies that eat up far more of the budgets of some rich countries than they give in aid. My point is simply that, if and when the rich world sees the light, we need ways of bridging the knowledge divide so that poor farmers can rapidly take advantage of the change.

L'éducation primaire universelle

Le deuxième but millénaire est de réaliser l'éducation primaire universelle d'ici 2015, afin qu'avant cette date, tous les garçons et toutes les filles compléteront une éducation de base de qualité. Parmi tous les buts de développement c'est le plus fondamental car c'est la clé de la liberté. Or, nous ne prétendons pas que la technologie peut aider directement dans l'éducation primaire des enfants, car à ce niveau ce qui compte, c'est d'apprendre à vivre en société par le contact avec les enseignants et les autres

continued on page 10 / suite à la page 10



continued from page 9 / suite à la page 9

enfants. Mais la technologie peut beaucoup faire pour éliminer le goulot d'étranglement principal qui freine la réalisation de l'éducation primaire universelle, soit la formation et le recyclage de dizaines de millions d'enseignants.

In my own parish, the Commonwealth, there are 20 million teachers. Many of them need further training to be effective. Millions of new teachers must be recruited and trained as countries seek to expand education with a teaching force that is shrinking through retirement, migration and AIDS. At UNESCO we calculated that the world will need to recruit and train between ten and thirty million new teachers in the next decade — and this is not just a problem for developing countries. Open and distance learning has already proven its effectiveness for training teachers in many countries.

The divide we have to bridge is to equip existing teacher training institutions and individual teacher educators to deploy these methods and to network themselves into professional communities. In this context one of our projects at COL is the formulation of pan-Commonwealth quality assurance indicators for teacher education. A Pan-Commonwealth team met to continue this work in Bangalore last week.

Gender

The third Millennium Development Goal addresses gender disparities, the first aim being to eliminate disparities between boys and girls in primary and secondary school by next year. The second, more demanding, goal is to achieve gender equality, meaning equality of outcomes, by 2015. In this case the divide that COL and others are working to bridge is the gender gap in the use of ICTs. We now have a good fix on the barriers that women face in using ICTs and have worked with others to make this a prominent issue in the World Summit on the Information Society.

In this area, as in many other areas of development, one of the challenges is a knowledge divide. Using its advanced expertise in knowledge management, COL maintains a virtual library of resources and documents on gender equity that has been developed in collaboration with the Forum of African Women Educationalists. You can find it at www.colfinder.org/dev.

Health/Santé

Nous trouvons ensuite trois buts millénaires qui s'adressent à la santé. D'abord de couper par les deux tiers la mortalité des enfants, ensuite de couper par les trois quarts la proportion des mères qui meurent en accouchant un enfant, et enfin d'arrêter et de renverser la propagation des maladies tels le paludisme et le VIH/SIDA.

De toute évidence la réalisation de tels buts dépend en partie de l'amélioration des services de santé. Mais il est tout aussi important d'apprendre aux gens, surtout aux mères, comment éviter les maladies et conserver la santé des enfants. Pour cela il faut leur fournir une information compréhensible, non seulement parce qu'elle est dans leur langue, mais aussi parce qu'elle reflète leur culture — même si elle met au défi certaines des habitudes de cette culture.

The best way to bridge that divide is to equip and train people to produce the information themselves. That is what the Commonwealth of Learning is doing through its partnership with the World Health Organization. As well as training local WHO representatives to expand the impact of their work by using the techniques of distance education, COL has, for example, equipped and trained an NGO in Kwazulu Natal Province of South Africa to reach much greater numbers with health information and training, notably about the problem of HIV/AIDS stigma.

Similarly, mobile units with projectors and generators use radio and television to deliver information about malaria to the villages of Sri Lanka. On a wider scale COL is producing open source radio content with messages of importance to poor people about filtering domestic water and growing food in the cramped conditions of urban poverty. These will be available in various languages.

Environment

Millennium Goal Seven addresses the question of environmental sustainability directly. Here COL is helping institutions in India to develop a whole range of specialized courses in ODL format. These address directly some of the crucial issues for environmental sustainability, such as municipal water and waste management and solid waste management. These programs will be made available to other developing countries and versioned for a number of purposes.

Global Partnership/Un partenariat global

Enfin, le huitième but est la création d'un partenariat global qui aura comme objet d'améliorer la gouvernance, de faire bénéficier tout le monde des TIC, et de porter une attention particulière aux besoins des petits états — qui constituent une bonne proportion des pays du Commonwealth et qui ont, pour la plupart, une base économique étroite.

Here again, COL's aim is to use technology to take learning to scale, whether it be the training of the hundreds of thousands of people now being asked to play a role in local democratic councils in India, or the difficult challenge of equipping disaffected male school dropouts in the Caribbean with usable life skills and occupational skills.

Conclusion

COL starts from the premise that the use of human reason, and the knowledge that flows from it, is the key to enabling all people to enjoy healthy and decent lives. As a world leader in the new field of knowledge management COL has a special mission to help people access knowledge that they can use.

Development depends on the creation, dissemination and application of knowledge by everyone. Technology can greatly facilitate these processes and help billions of poor people achieve better lives.



suite de la page 7

pays. Ces constats ont été à l'origine du Plan national d'éducation et de formation (PNEF).

Nonobstant ses limites, tant au niveau de sa conception que de sa mise en œuvre, le Plan national d'éducation et de formation est une bonne illustration de ce que devraient être la démarche et le résultat dans l'optique d'un projet de société à définir et d'un plan national de développement à élaborer. C'est en effet, à notre avis, une des conditions fondamentales pour une coopération internationale efficace.

Cette condition de base est liée à une double reconnaissance: la reconnaissance d'une part de la nécessité pour les détenteurs du pouvoir et les divers acteurs représentatifs de la société du pays bénéficiaire de définir ensemble un projet respectueux des normes et principes fondamentaux de la démocratie politique, économique et socioculturelle, assorti d'axes prioritaires d'actions articulés dans un plan/programme de développement à court, moyen et long termes et la reconnaissance d'autre part, du principe qu'en dépit de sa faiblesse et de ses besoins, le pays bénéficiaire est le premier responsable du plan de son développement et de l'aide qu'il peut solliciter et obtenir auprès de la communauté internationale aussi bien pour son élaboration que pour sa mise en œuvre. Cela dit, comme nous allons le voir, il n'y a aucune coopération, aucun partenariat faisant intervenir plusieurs acteurs qui puisse réussir sans reconnaître le principe de responsabilité partagée et la nécessité de la coordination des initiatives et des actions des uns et des autres.

Le PNEF : vision, programme et stratégie

Le Plan National d'éducation et de Formation, selon le calendrier initial, porte sur une période de dix ans (1997-2007). Susceptible de réajustements et d'actualisation, il ne reste pas moins articulé autour de quatre axes prioritaires et stratégiques d'actions soit :

1. l'amélioration de la qualité de l'éducation;
2. l'expansion de l'offre scolaire;
3. l'accroissement de l'efficacité externe de l'éducation;
4. le renforcement de la gouvernance du secteur.

Ces quatre domaines ont été choisis comme prioritaires en fonction d'un diagnostic très sérieux et ont été opérationnellement définis pour répondre aux graves problèmes observés dans le système haïtien d'éducation.

1. Amélioration de la qualité de l'éducation

En vue de contrer les phénomènes d'échec et de déperdition scolaires et, plus positivement, pour relever le taux de réussite scolaire, toute une série articulée des projets est envisagée pour l'amélioration de la qualité de l'éducation, dont certains en cours d'exécution.

Parallèlement à ces actions directes relatives aux acteurs, d'autres projets sont prévus, dont certains déjà réalisés ou en cours de réalisation, portant sur les structures d'encadrement et de formation.

2. Expansion de l'offre scolaire

Le deuxième axe prioritaire du PNEF vise à augmenter la capacité d'accueil des établissements du réseau scolaire et du coup l'accessibilité et le taux de scolarisation en particulier des enfants de 6 à 11 ans.

Le secteur privé d'enseignement occupe une place majeure dans le réseau scolaire national (un peu plus de 80%) au primaire et au secondaire. Aussi, au-delà des projets touchant directement le secteur public, le PNEF entend développer un système de partenariat public-privé comportant des actions directes et des mesures incitatives visant à amener les instances représentatives du privé à partager les orientations du Ministère et à agir dans le sens indiqué par le Plan national. Dans cette perspective, l'un des projets envisagés est la mise en place d'un système de bourses et de crédits éducatifs en vue d'accroître l'accessibilité (offre scolaire) et le taux de réussite des élèves (amélioration de la qualité) du secteur privé d'éducation.

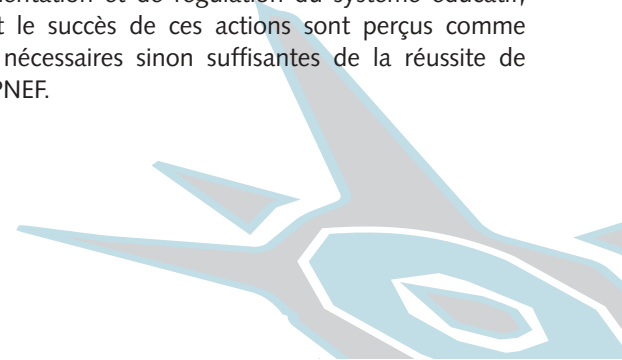
3. Accroissement de l'efficacité externe de l'éducation

S'il est important de se soucier de la réussite scolaire, dont le taux constitue un très bon indicateur de l'efficacité interne du système d'enseignement, il est également important, particulièrement dans un pays sous-développé comme Haïti, de s'assurer que la formation dispensée rend son bénéficiaire apte à apporter la contribution la plus utile possible à la société où il vit. C'est cette dimension qui est prise en compte dans le troisième axe prioritaire d'interventions en vue de l'amélioration ou de l'accroissement de l'efficacité externe de la formation.

L'une des actions les plus importantes envisagée, par le Plan national dans ce troisième axe, est le projet de rénovation du système de formation professionnelle. Ce projet a pour objectif général de renforcer la capacité des structures et établissements existants de formation technique et professionnelle en termes de réponse aux priorités de développement économique et social du pays.

4. Renforcement institutionnel

C'est en reconnaissance d'une gouvernance faible que cet axe a été retenu comme prioritaire. Les actions qui y sont envisagées visent à renforcer la capacité du Ministère en termes de gestion administrative et de gestion pédagogique. Compte tenu de sa mission d'orientation et de régulation du système éducatif, la réalisation et le succès de ces actions sont perçus comme des conditions nécessaires sinon suffisantes de la réussite de l'ensemble du PNEF.





CAMPUS NEWS

Recycled college computers to aid Nepalese students

Centennial College is donating its used computers to an international organization that's bringing computer technology to a remote region of Nepal. A small army of student volunteers participated in a "computer stripping party" at the Centennial HP Science and Technology Centre on Dec. 20, removing motherboards and hard drives from the college's outdated Pentium II-powered desktops. The parts will be used to rebuild "new" computers configured for use by Nepalese students. Canadian computers can't be shipped to Asia because of different voltage and display standards.

Moncton et Ouagadougou - Premier jumelage international du Réseau Droits et Démocratie

Dans le cadre du 10e Sommet de la Francophonie, le Réseau Droits et Démocratie a inauguré son premier jumelage d'associations étudiantes internationales, celui de la Délégation Droits et Démocratie à l'Université de Ouagadougou avec la Délégation Droits et Démocratie à l'Université de Moncton. Le Réseau Droits et Démocratie a tenu deux événements simultanés par vidéoconférence au Campus de Moncton et à l'Université de Ouagadougou pour célébrer cette nouvelle participation des jeunes Canadiens et Burkinabés à la coopération et à la solidarité internationales.

International Development Week at York University

The University Consortium on the Global South (UCGS) is coordinating International Development Week (IDW) activities at York University during February 2005. Initiated by the Canadian International Development Agency across Canadian universities, International Development Week raises awareness on development and internationalism bringing together students, faculty, development practitioners, and local communities. This year the theme of

IDW at York is Indigenous and Aboriginal Struggles in the World.

Reaching out to Central America

Memorial's expertise in distance technology is an essential part of a \$4 million CIDA-funded project to promote primary health care nursing in Nicaragua and Guatemala. The Centre for Nursing Studies is working with the Telehealth and Education Technology Resource Agency (TETRA) to reach students living and working in rural parts of these two countries.

Les étudiants chinois arriveront à l'UQTR en plus grand nombre

Les dirigeants de l'École internationale de français (ÉIF) de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) anticipent, pour la rentrée d'automne 2005, une première cohorte d'étudiants en provenance de la Chine. Il s'agira de la première véritable cohorte d'importance associée au projet de formation spécifique développé pour attirer la clientèle chinoise à l'UQTR. Depuis maintenant deux ans, l'UQTR et l'ÉIF misent sur deux programmes spécifiques à la clientèle chinoise, une exclusivité canadienne dans le monde universitaire.

U of G AIESEC chapter gives students international work experience

The University of Guelph hosted the provincial conference for AIESEC, the world's largest international student organization, October 1 to 3. More than 100 students and recent graduates from Ontario's 10 AIESEC chapters came to Guelph to participate in training sessions. AIESEC is a global organization in 89 countries run totally by university students and recent graduates. The U of G chapter of AIESEC is helping more students work abroad this year than any other Canadian AIESEC chapter. In 2004 alone, eight Guelph students will gain international work experience and AIESEC will bring four students to Guelph from other countries.

College of the North Atlantic forges European partnership

College of the North Atlantic (CNA) has extended its international reach with the signing of a Memorandum of Understanding (MOU) with the Francoforum-institut de langue of St. Pierre et Miquelon, France. The partnership provides a framework for development in the areas of workplace language training, trades training and certification, and the establishment of international work terms for business students.

France, SFU collaborate on business course

Managing cultural differences in a global work group is fine in theory. The reality can be a little different, as specialist MBA students discovered in an unusual international marketing course. Taught by associate professor June Francis, the course requires students to collaborate with colleagues at l'École Supérieure de Commerce et de Management (ESEM) in Poitiers, France to create a global marketing strategy for Stella Artois beer. The students started off with a web conferencing session to establish their relationship. They then began working together on their task using Internet options such as online chat rooms and a classroom video-conferencing system run through SFU. Each group included students from countries around the world.

L'École Polytechnique de Montréal partage son expertise avec les Marocains

Des représentants de l'École Polytechnique de Montréal et des membres de l'Association des Diplômés de Polytechnique, section Maroc, se sont rencontrés les 6 et 7 octobre dernier, à Casablanca et à Rabat, lors d'un séminaire international sur les «Séismes et gestion des grandes catastrophes naturelles». Ce séminaire avait pour objectif de comparer l'expérience marocaine aux diverses pratiques existant à l'échelle internationale, et ce, suite au tremblement de terre d'Al Hoceïma survenu en février 2004.



NOUVELLES DES CAMPUS

Edmonton Public Schools hosts Mexican teachers

During 2004-2005, Edmonton Public Schools will be hosting two teachers from Guadalajara, in the state of Jalisco, Mexico as part of the Visiting Mexican Teacher program. The program provides visiting Mexican teachers the opportunity to work with district staff and students to gain experience in the Alberta education system, learn about pedagogical issues and teaching practices and serve as language resource staff for schools offering Spanish language programs.

Afghanistan trip inspires MRC Instructor

Mount Royal Policy Studies instructor Duane Bratt calls his recent trip to Afghanistan "the highlight of my career." In late November, he was one of 10 community leaders, business people and academics invited to spend a week at Camp Julien, the Canadian-built military camp near Kabul, that is home to 700 Canadian troops. Military officials have been inviting journalists and opinion leaders to visit the camp to get a first-hand look at what Canada is doing there.

Importante présence de scientifiques de l'Université Laval

Du 14 au 17 octobre 2004, dans le cadre du Forum International de la Météo à la Cité des sciences et de l'industrie, une équipe de chercheurs de l'Université Laval a présenté les résultats préliminaires de grands projets de recherche visant à comprendre les impacts du réchauffement climatique dans l'Arctique. Dirigés par le professeur Louis Fortier et supervisés à l'Université Laval, ces projets de recherche multidisciplinaires d'envergure impliquent des chercheurs provenant de 23 universités canadiennes et de 5 ministères fédéraux ainsi que des équipes de recherche des États-Unis, du Japon, du Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Pologne, du Royaume-Uni, de l'Espagne, de la Russie, du Groenland et de la France.

Members of Gambian police force visit MSVU

Members of the Gambian police force, along with educators from their country, visited Halifax in November to work with Halifax police, The Nova Scotia Department of Justice and Mount Saint Vincent University (MSVU) on restructuring the West African country's police force. MSVU received a one million dollar grant from the Canadian International Development Agency last March to initiate a community-based policing and restorative justice program in The Gambia.

2^e semaine multiculturelle à La Cité collégiale

Du 22 au 25 novembre 2004 La cité collégiale a entendu sensibiliser la communauté collégiale à la richesse et la diversité ethnoculturelle dans le cadre de la 2^e semaine interculturelle organisé en collaboration avec l'Association étudiante de La Cité collégiale. La Cité collégiale compte des étudiants appartenant à plus de 40 groupes ethniques, dont 30% des pays du Maghreb, de la Côte d'Ivoire, d'Haïti et du Congo.

NSAC extends reach of international programs

The Nova Scotia Agricultural College signed a memorandum of understanding with CG International on September 16. This new relationship will help NSAC build entrepreneurial capacity-building into its various international projects and international student work. "This is an important tool in our international arsenal," said Dr. Diane Patterson, Dean of Internationalization at NSAC. "Our university's international projects focus on building capacity and know-how in developing countries and adding this entrepreneurial expertise will make our work even more effective."

Malawi Ministry of Labour officials at SIAST

In late October, two officials from the Malawian Ministry of Labour and Vocational Training (MoLVT) spent a week at the Saskatchewan Institute of Applied Science and Technology (SIAST) studying vocational educational policy and planning. The visit was part of the new "Enhancing TEVET Outcomes" project, funded by CIDA.

CBIE Award Winners from UPEI and U Manitoba / Récipiendaires des prix du BCEI



Dr. Barry Bartman of Prince Edward Island, (top right) and Ms. Lois Ward, University of Manitoba, receive CBIE Internationalization Service Awards from Dr. Rob Turner, Chair of the CBIE Board.



CBIE NEWS / NOUVELLES DU BCEI

On-line voting to be implemented

In an effort to ensure a more efficient voting procedure, at this year's AGM in Ottawa, November 16, a motion was accepted to allow for an annual online voting process for Board elections. This will be implemented for 2005 elections.

Le vote en-ligne bientôt en vigueur

Dans le but d'assurer une procédure de vote plus efficace cette année lors de l'AGA qui a eu lieu à Ottawa le 16 novembre, une motion permettant une procédure de vote en-ligne pour les élections du conseil a été acceptée. Elle sera en vigueur pour les élections 2005.



New year, new look

For the first time in 20 years, CBIE has revamped our image with a new logo launching in 2005. In the run-up to our 40th anniversary celebrations next year, we hope you agree that our designers have captured the look of Canada in the

world of education, balancing the maple leaf with the globe and the textbook.

Nouvelle année, nouvelle image

Cette année, pour la première fois en 20 ans le logo du BCEI fait peau neuve à la veille de notre 40e anniversaire que nous célébrerons l'an prochain. Nous espérons que vous serez satisfait du travail de nos concepteurs qui ont réussi à saisir l'image du Canada dans le monde de l'éducation internationale en réalisant un équilibre entre la feuille d'érable et le globe.

CBIE Regional Meetings/Réunions régionales du BCEI

Ontario Regional Meeting / Ontario Association of International Educators Meeting

Theme: Advancing International Education in our Community, the Nuts and Bolts of IE

15-18 May, 2005
Hamilton, Ontario
hosted by Mohawk College and McMaster University
Information:
leo.barsony@mohawkcollege.ca

CBIE Atlantic Regional Meeting

Dates to follow
Mount Allison University
Information: abroadbe@mta.ca

BCEI Réunion régionale du Québec

Les membres du comité de planification (Douglas Brown, John Abbott College, Yves Galipeau, Cégep St-Jean-sur-Richelieu; Brigitte Martin, Université Laval et Isabelle Lacelle, Université Concordia) nous annonce que la planification de la réunion à Montreal va du bon train. La réunion aura lieu en mai. Dates à confirmer.

Elizabeth Paterson International Student of the Year Award

The winner of CBIE's first Elizabeth Paterson International Student of the Year Competition will be announced in late February. The deadline for submissions was January 28. International students were asked to offer their insights into the study-in-Canada experience by writing a one-page letter telling family or friends what it's like to study in Canada, what they see as the advantages of their Canadian academic career, and their achievements so far.

CBIE Awards/Prix du BCEI

Exemplary Service to CBIE Award/Prix de service exemplaire au BCEI:

Keith Hotchkiss, Saint Mary's University

Internationalization Leadership Award/Prix de leadership en internationalisation

Glynn Hunter, University of Calgary

Sudarshan (Raj) A. Mehta, University of Calgary

Pamela Walsh, College of the North Atlantic

Internationalization Service Award/Prix pour services à l'internationalisation:

Dr. Barry Bartmann, University of Prince Edward Island

Lois Ward, University of Manitoba

Innovation in International Education Award/Prix d'innovation en éducation internationale:

Dr. Jim Torczyner, McGill University

Outstanding Program in International Education Award/Prix d'excellence de programme en éducation internationale

The Independent Experiential Study Program – University of Toronto

Stage international et interculturel – Université Laval

Latin-American Studies — University of Calgary

Student Leadership in Internationalization Award/Prix de leadership étudiant en internationalisation :

William (Bill) Jared Adams, Grant MacEwan College

Chad Molleken, University of Calgary

Kathryn McKenzie, Red Deer College

Lewis Perinbam Award in International Development/Le Prix Lewis Perinbam en développement international

Dr. George Stuart Atkins



CBIE Members / Membres du BCEI

INSTITUTIONS

BRITISH COLUMBIA / COLOMBIE-BRITANNIQUE

British Columbia Institute of Technology
Camosun College
Capilano College
Douglas College
Emily Carr Institute of Art and Design
Kwantlen University College
Langara College
Malaspina University College
Okanagan University College
Royal Roads University
School District No. 8 (Kootenay Lake)
School District No. 38 (Richmond)
School District No. 45 (West Vancouver)
School District No. 75 (Mission)
Sea to Sky University
Selkirk College
Simon Fraser University
University College of the Cariboo
University College of the Fraser Valley
University of British Columbia
University of Northern British Columbia
University of Victoria
Vancouver School Board

ALBERTA

Bow Valley College
Calgary Board of Education
Edmonton Public Schools
Elk Island Public Schools
Golden Hills School Division
Grant MacEwan College
Lethbridge Community College
Mount Royal College
Norquest College
Northern Alberta Institute of Technology
Red Deer College
Southern Alberta Institute of Technology
The Banff Centre
University of Calgary
University of Lethbridge

SASKATCHEWAN

Saskatchewan Institute of Applied Science and Technology
University of Regina
University of Saskatchewan

MANITOBA

Assiniboine Community College
Brandon University
Collège universitaire de Saint-Boniface
Interlake School Division
Red River College
University of Manitoba
University of Winnipeg

ONTARIO

Algoma University College
Algonquin and Lakeshore Catholic District School Board
Algonquin College
Brant Haldimand-Norfolk Catholic District School Board
Brock University
Canadore College
Carleton University
Centennial College
Collège Boréal
Collège d'Alfred de l'Université de Guelph
Confederation College
Conseil des écoles catholiques de langue française du centre-est
Dufferin-Peel Catholic District School Board
Fanshawe College
George Brown College
Georgian College
Halton District School Board
Humber College
La Cité collégiale
Lakehead University
Lambton College
Laurentian University/
Université Laurentienne
Limestone District School Board
London District Catholic School Board
McMaster University
Mohawk College
Niagara College
Nipissing University
Ottawa-Carleton District School Board
Queen's University
Ryerson University
Saint Lawrence College
Seneca College
Sheridan Institute of Technology and Advanced Learning
St. Clair College

The Michener Institute
Toronto District School Board
Trent University
University of Guelph
University of Ottawa /
Université d'Ottawa
University of Toronto
University of Waterloo
University of Western Ontario
University of Windsor
Wilfrid Laurier University
Windsor-Essex Catholic School Board
York University

QUÉBEC

Bishop's University
Cégep régional de Lanaudière
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu
Collège Montmorency
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord
Concordia University
École de Technologie Supérieure
École Polytechnique de Montréal
HEC Montréal
Heritage College
John Abbott College
LaSalle College LaSalle
Lester B. Pearson School Board
McGill University
Université de Montréal
Université de Sherbrooke
Université du Québec à Montréal
Université du Québec à Rimouski
Université du Québec à Trois-Rivières
Université du Québec en Outaouais
Université Laval
Western Québec School Board

NEW BRUNSWICK / NOUVEAU-BRUNSWICK

Mount Allison University
New Brunswick Community College/ Collège communautaire du Nouveau-Brunswick
School District 15
Université de Moncton
University of New Brunswick

NOVA SCOTIA / NOUVELLE-ÉCOSSE

Acadia University
Dalhousie University
Mount St. Vincent University
Nova Scotia Agricultural College
Nova Scotia Community College
Saint Mary's University
St. Francis Xavier University
University College of Cape Breton

PRINCE EDWARD ISLAND / ILE du PRINCE ÉDOUARD

Holland College
University of Prince Edward Island

NEWFOUNDLAND AND LABRADOR / TERRE-NEUVE ET LABRADOR

College of the North Atlantic
Memorial University of Newfoundland

YUKON

Yukon College

ASSOCIATES / ASSOCIÉS

Agence universitaire de la francophonie
Australearn
British Columbia Centre for International Education
Cégep international
Classroom Connections
CultureWorks ESL Inc.
Columbia International College
Manitoba International Education Branch
Newfoundland Department of Youth Services & Post-secondary Education
Rotary Foundation of Rotary International
SYTO Nigeria
World Education Services

CORPORATIONS / SOCIÉTÉS

Canada National Education Exchange Centre
Kaplan Educational Centre

SPONSORING CORPORATIONS / SOCIÉTÉS PARTENAIRES

Fondation J. Armand Bombardier
Lucent Technologies



5^e concours : Bourses d'apprentissage international du BCEI

Les Bourses d'apprentissage international du BCEI offriront aux étudiants canadiens (premier cycle) l'occasion d'acquérir un mode de pensée global et des habiletés internationales en vue de raffermir les relations internationales du Canada. Financés par le BCEI, ce programme de bourses témoigne de l'engagement du BCEI vis-à-vis ses membres. Le BCEI est unique à réinvestir l'argent des cotisations de ses membres dans des programmes qui peuvent faire la différence non seulement pour les individus mais également pour la communauté en général.

Nouveau cette année : uniquement les destinations en développement ou en transition sont admissibles (exception pour les groupes collégial ou du secondaire).

La date limite est fixée au 22 avril 2005. Les renseignements supplémentaires sont présentés sur le site Web du BCEI à l'adresse www.cbie.ca (choisissez Bourses).

Fifth competition: CBIE International Learning Grants

CBIE International Learning Grants provide opportunities for undergraduate Canadians to develop a global mindset and skills for promoting Canada's international relations. Entirely financed by CBIE, the program reflects our commitment to broaden Canadian understanding and experience in all aspects of international education.

New this year: Exclusively developing and transitional country destinations are eligible (except for college and high school groups).

The deadline is April 22, 2005. Application form and details are available from the CBIE web site: www.cbie.ca (choose Scholarships).

INTERNATIONALISTe is CBIE's quarterly newsbulletin covering events and opinions in the world of international education. Two editions (Spring and Fall) are issued on our website. Two editions are printed (Summer and Winter) and will also appear on our website.

All articles express the views of the authors and do not necessarily reflect the views or policies of CBIE.

CBIE gratefully acknowledges the financial support of the Canadian International Development Agency for the INTERNATIONALISTe and other publications.

ISSN 1709-1799

Chair of the Board / Président du conseil d'administration : **Robert Turner**

President / Président-directeur général : **Jim Fox**

Editor-in-chief / Rédactrice en chef : **Jennifer Humphries**

Editor / Rédactrice : **Mary Kane**



L'INTERNATIONALISTe est la revue trimestrielle du BCEI de l'actualité dans le domaine de l'éducation internationale. Deux numéros (printemps et automne) sont disponibles sur notre site Internet. Deux numéros sont disponibles en impression (été et hiver) et également paraîtront sur notre site Internet.

Tous les articles reflètent les opinions de leur auteur et ne correspondent pas nécessairement aux politiques du BCEI.

Le BCEI remercie l'Agence canadienne de développement international de son soutien financier à l'INTERNATIONALISTe et à d'autres ressources.



CBIE/BCEI

1550-220 Laurier Ave. West/Ouest
Ottawa, Ontario, Canada
K1P 5Z9
Tel: (613) 237-4820
Fax: (613) 237-1073
Web: www.cbie.ca